



Presse Internationale

mensuel – n°71 – octobre-novembre 2009 - 1€ (soutien 2 €)

LCT

LIGUE COMMUNISTE DES TRAVAILLEURS

section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - IV Internationale

www.lct-cwb.be - lct.cwb@gmail.com

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », K. Marx

éd. resp. : Jan Talpe - rue de l'Elan, 73, B10 - 1170 Bruxelles



Charleroi, 9 octobre 2009

Unifions les luttes

p.2

Grève du lait



Pour l'unité des petits producteurs avec les travailleurs des grandes laiteries et des supermarchés

p.3



Il y a 20 ans :
la réunification

Une grande victoire du peuple allemand

p.12

Afghanistan : le Vietnam d'Obama

p.7

Aussi dans ce numéro :

Non à l'interdiction du port du voile dans les écoles - p.6

Défendre les militants syndicaux - p.16



La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky. Nous revendiquons la grande révolution d'octobre de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La Ligue Internationale des Travailleurs a actuellement des sections dans 17 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

Unifions les luttes !

Arcelor-Mittal vient de supprimer 1 500 emplois dans notre pays. La SONACA annonce la suppression de 440 des 1 700 emplois. Fin septembre, la Région bruxelloise comptait plus de 100 000 « demandeurs d'emploi », la Flandre plus de 200 000 : une hausse de 22,8 % en un an. En Wallonie, le taux de chômage est de 15,8 %.

A côté des « grandes restructurations » qui font les gros titres, beaucoup d'emplois dans notre pays se jouent à petite échelle, dans l'ombre. La Belgique est le royaume des PME : environ 83 % des entreprises belges comptent moins de 10 salariés et 97 % emploient moins de 50 personnes. Ces entreprises se créent, survivent et font faillite au gré des multinationales. Lors des trois premiers trimestres de cette année, 6 981 entreprises ont mis la clef sous le paillasson, emportant 17 494 emplois, soit une augmentation de 23,1 % par rapport à 2008. Le record absolu de 1 015 faillites a été atteint en septembre. Toutes les branches d'activités et tous les types d'entreprises sont touchés, avec en tête l'horeca, la construction et le transport.

C'est dans ce cadre, en « ces temps de crise », que le gouvernement cherche à « sauver les entreprises » comme il l'a fait avec les banques. Puisqu'il faut une « restriction budgétaire », Simonet veut réduire le nombre d'emplois dans l'enseignement. Le ministre pour l'Entreprise Vincent Van Quickenborne veut réduire le nombre de fonctionnaires fédéraux de 15 000 dans les dix années à venir. Et les « socialistes » y contribuent aussi. Après des mois de vocifération sur l'air de « pas touche à la Sécu », la ministre des Affaires sociales, Laurette Onkelinx, veut bien « consacrer une partie des fonds non dépensés des soins de santé pour éponger le déficit des autres secteurs de la Sécu » et « trouver » ainsi un demi milliard pour la « restriction budgétaire » imposée par « la crise ». Et pour le « socialiste » Rudy Demotte,

ministre-président wallon, il est déjà acquis que la « recette » sera « la diminution des dépenses » plutôt que d'aller chercher l'argent chez les actionnaires.

Face à cela, Anne Demelenne (FGTB) et Claude Rolin (CSC) adressent un message « en front commun » au gouvernement : « *Nous sommes positifs.* » Et ils alertent sur le danger du fait que « *cela peut donner une crise sociale majeure.* » (Le Soir 07/10/2009) Pour nous, il ne s'agit pas de craindre cette « crise sociale », mais d'organiser la lutte légitime des travailleurs.

Les travailleurs et les usagers de La Poste continuent à se mobiliser. Les agents de Tecteo dénoncent l'impossibilité de négocier avec la direction et font grève. Les travailleurs de Sonaca résistent à la délocalisation et font grève. Le vendredi 9 octobre, 15 000 travailleurs sont descendus en front commun dans les rues de Charleroi, et plusieurs entreprises ont fait grève pour participer à la manifestation. Voilà le chemin à suivre.

Mais des luttes isolées dans chaque secteur ne suffiront pas pour faire plier le gouvernement et les patrons. Et les directions syndicales, plutôt que d'unifier les différentes luttes dans un seul grand mouvement, se déclarent satisfaits avec la déclaration gouvernementale !

C'est à la base, dans chaque usine, dans chaque lieu de travail, qu'il faudra mobiliser pour exiger une lutte unifiée dans toute la Belgique. Les travailleurs des grandes entreprises doivent mobiliser autour d'eux les travailleurs des sous-traitants et des sous-traitants des sous-traitants, jusqu'au dernier petit atelier, sans distinction de patron immédiat. Ils doivent exiger des directions syndicales d'unifier les luttes au-delà des clivages sectoriels, professionnels ou régionaux, en mettant en œuvre un grand plan national de lutte et de mobilisation, également au-delà des frontières, dont Arcelor-Mittal et autres GM se prévalent pour diviser les travailleurs.

Pour l'unité des petits producteurs avec les travailleurs des grandes laiteries et des supermarchés

Le mercredi 16 septembre, des fermiers de Wallonie ont déversé la production de lait de toute une journée sur un champ à Ciney. L'exemple a été suivi par des fermiers hollandais et français. Les producteurs expriment leur ras-le-bol envers le gouvernement, l'OMC et l'Union européenne, qui libéralisent le marché et font baisser les prix. Au bord de la faillite, les petits producteurs renforcent la mobilisation alors que les partis politiques belges rejettent la faute sur l'Europe.

Les grandes organisations agricoles essayent de minimiser les événements et s'en distancient. Renaat Debergh, porte-parole de la Confédération belge de l'industrie laitière (CBL), prétend que le mouvement comprend seulement 8 % des producteurs wallons et 3,5 % des producteurs belges.¹ Quant au Boerenbond, il fait pression pour que les fermiers en Flandre n'entrent pas en grève. D'autre part, Charles Michel, ministre de la coopération, essaye de discréditer le mouvement dans l'opinion publique par des déclarations mélodramatiques : « *Des millions de litres sont déversés dans les champs alors que, dans le monde, un enfant meurt de faim toutes les 5 secondes. Le citoyen que je suis ne peut accepter cette situation* ». ² C'est une façon assez cynique de passer à côté du problème. Ces enfants ne meurent pas parce que les fermiers en colère déversent la production d'un jour dans les champs. Le crime est que les laite-

ries ne veulent plus s'occuper de ce lait « superflu » parce que c'est contraire à la loi du profit. Le prix payé aux producteurs, quand elles veulent bien prendre le lait, est descendu à 0,15 cent/litre au printemps alors que le coût de production est 0,30 cent pour ces petits et moyens producteurs.

Une filière en voie de libéralisation

Cela fait 30 ans que les vaches en Belgique produisent quelques 8 millions de litres de lait par jour (0,8 litre par habitant, alors que la moyenne mondiale est de 0,24 l/hab). Et à la différence d'autres produits agricoles, ce lait doit nécessairement être traité sans délai. De cette production, 98 % sont collectés par les entreprises membres de la CBL. Mais si en 1980, il y avait 45 392 fournisseurs qui produisaient en moyenne 64 855 l/an, en 2008 il n'y en a plus que 10 649, fournissant en moyenne

« *Etant donné la faible quantité de lait que nous récoltons chez vous, nous sommes obligés d'arrêter la récolte chez vous à partir du premier avril 2009. Nous vous conseillons de chercher au plus vite un autre acheteur. Nous tenons à vous remercier pour la collaboration pendant des années, etc.* »

Cette communication, qu'un paysan a reçue récemment, est publiée sur le site du Algemeen Boerensyndicaat (ABS), un groupement constitué en Flandre en 1962, en opposition au Boerenbond.

281 579 l/an.³ Les petits producteurs sont absorbés par les grands.

Pendant des années, le prix du lait était régulé par l'Etat. Grâce aux quotas laitiers, les producteurs vendaient une certaine quantité de lait à un prix du marché qui ne fluctuait guère.

Actuellement, les grands propriétaires de vaches fonctionnent dans des systèmes intégrés verticalement avec les laiteries, et le coût final des produits laitiers - lait blanc, fromage, beurre, yoghourt et autres desserts - est calculé globalement, alors que le petit producteur doit bien vendre son lait à ces entreprises souvent multinationales. « *Le lait de consommation ne représente que 3 % du capital volume total transformé par la filière lait. En d'autres termes : les autres 97% des produits commercialisés à partir de l'approvisionnement en lait (fromage, beurre, yoghourt,*

Quotas laitiers

En 1983, un système de quota de lait a été mis en place, avec une ramification qui s'étend depuis l'OMC jusqu'au fermier qui possède quelques vaches. Ces quotas permettent d'ajuster la production avec la consommation, afin de stabiliser le prix et donc les revenus des agriculteurs. Assez vite, l'Europe a commencé à « acheter » des quotas auprès d'autres pays. Ces quotas européens sont distribués entre les pays selon la production à l'époque, mais là aussi, les quotas ont fait l'objet de marchandages. Et finalement, en Belgique même, les quotas qui correspondent au pays font l'objet d'un marché, avec une « bourse » deux ou trois fois par an. Suite à ces marchandages, actuellement, moins de 12 % des producteurs ont un quota de plus de 500.000 litres/an et peuvent livrer près de 30% de l'ensemble du quota belge. D'autre part, 65% des producteurs ont un quota en dessous de 300.000 litres/an et ne peuvent livrer que 37% du quota belge.

Ceci dit, les grands producteurs, intégrés dans le circuit des multinationales laitières, ne respectent même pas les quotas et produisent à leur guise.

poudre de lait, crème, dessert,...) ne sont volontairement pas pris en compte dans le débat, alors qu'ils permettent de dégager des bénéfices considérables ». ⁴ Ces grandes entreprises, soutenues par « l'Europe » et sa commissaire à l'Agriculture, Mariann Fischer Boel, ainsi que l'OMC, n'ont aucun problème avec le prix du lait. Grâce aux dispositifs mis en place par l'Europe, « en un mois, le prix moyen européen du beurre a augmenté de 10 %. Les prix du fromage et du lait en poudre sont également en hausse ». C'est Mariann Fischer-Boel elle-même qui s'en vante. ⁵ Ces trusts veulent maintenant supprimer les quotas afin de « libérer » le marché, une façon de faire du dumping sur le prix du lait payé aux agriculteurs. Dernièrement, ils enfoncent encore le clou en proposant la *contractualisation* : le petit propriétaire devrait à lui seul, de façon isolée, établir un « contrat » avec une des grandes laiteries multinationales... on s'imagine facilement sous quelles conditions.

Ce mouvement de concentration de capitaux, dans un nombre de plus en plus petit d'entreprises, elles-mêmes de plus en plus grandes, est accéléré par la crise économique mondiale, comme le prévoyait déjà Marx, il y a un siècle et demi. C'est une expression de plus de l'anarchie du système de production capitaliste.

Aucune confiance dans les promesses des politiciens

Depuis quelques années, les petits et moyens paysans s'organisent en dehors des structures traditionnelles du monde agricole comme le Boerenbond ou la Fédération Wallonne de l'Agriculture.

Ces organisations (voir encadré) sont loin de s'accorder quant à la stratégie à adopter. La position du BDB est peut-être caractéristique. En



juin 2008, après l'échec des négociations avec les laiteries, les producteurs, à l'appel de l'EMB, ont décidé de stopper la livraison de leur lait. Le BDB n'était pas d'accord. Selon son président, Bernd Jacobs, « *c'est peut être moins spectaculaire vis-à-vis des médias et des agriculteurs émotifs, mais selon nous, le seul moyen, c'est de continuer à construire un dialogue avec l'industrie laitière, avec le monde politique belge et européen et vis-à-vis du consommateur.* » ⁶ Le dirigeant du secteur des Cantons de l'Est du BDB, Erwin Schöpges, avait quand même appelé à faire la grève, soutenant le mouvement du EMB en Allemagne et au Pays-Bas. Il a été limogé pour cela.

Si dans un article paru dans *Solidaire* on peut lire que « *la seule solution c'est que l'une ou l'autre instance - l'OMC mais alors, elle doit travailler tout autrement - régule la production laitière au niveau mondial sur base des besoins* » ⁷, ce n'est pas le point de vue des organisations les plus combatives sur le terrain, comme la FUGEA. Faire confiance aux *instances*, c'est laisser croire que les institutions qui ont mis en place la libéralisation vont se titrer une balle dans le pied et réguler le commerce mondial en empêchant les multinationales de faire de juteux bénéfices ! Il va falloir forcer les gouvernements à réguler la production du lait selon la demande, à subventionner les petit producteur, à organiser une filière laitière publique, à taxer lourdement les gros producteurs qui dépassent les quotas.

Partout en Europe, le mouvement se répand comme les millions de litres de lait des producteurs en colère. Nous saluons cet effort déployé pour unifier le mouvement au-delà des frontières de chaque Etat. La grande industrie laitière, elle, dépasse depuis belle lurette ces frontières.

A partir du 24 septembre, une pause est intervenue dans la grève de lait, en attendant la réunion d'un Conseil extraordinaire des ministres européens de l'Agriculture le 5 octobre. Mais le lendemain, la responsable de la politique agricole à la Commission européenne a déjà an-

L'organisation des petits et moyens producteurs

En mai 1993, lors d'une rencontre à Mons (Belgique), différentes initiatives dans le monde des organisations des petits et moyens paysans unissent leurs efforts et constituent *Via Campesina*. L'organisation compte actuellement 148 organisations dans 69 pays. Elle a fait du 17 avril la Journée mondiale des luttes paysannes en souvenir des 19 paysans sans terre assassinés en 1996 au Brésil par des milices paramilitaires. En 2005, elle s'est fait remarquer par une imposante mobilisation à Hong-Kong contre l'Organisation Mondiale du Commerce : « **WTO out of agriculture** » - OMC, pas touche à l'agriculture. En 2008, une coordination accrue à l'échelle européenne a donné lieu à la *Coordination Européenne Via Campesina* (ECVC), dont font partie, pour la Belgique, la Fédération Unie de Groupements d'Éleveurs et d'Agriculteurs (**FUGEA**) et le Mouvement d'Action Paysanne (**MAP**).

Une initiative allemande, de la Arbeitsgemeinschaft bäuerliche Landwirtschaft (AbL - créée en 1980 en opposition au Deutsches Bauernverband) a donné lieu à la création du European Milk Board (**EMB**). Le EMB compte actuellement 100 000 membres, dans 16 pays européens. La Milcherzeuger Interessengemeinschaft (**MIG**), surtout présente dans les cantons de l'Est, en est membre, ainsi qu'une autre organisation belge, le Belgian Dairy Board (**BDB**), née en novembre 2005.

Lors d'une rencontre prévue le lundi 21 septembre avec la ministre de l'Agriculture, Sabine Laruelle, le MIG et la FUGEA, ont refusé la présence de la Fédération wallonne de l'Agriculture (FWA), ce qui a fait annuler la réunion (Le Soir 21/09/09).



MIG et FUGEA

Lundi, 12 Octobre 2009

Lettre ouverte aux producteurs laitiers flamands

Chers collègues producteurs,

Depuis des semaines, les producteurs de lait Wallons ont pris part à un combat Européen visant à instaurer un système différent pour la gestion de la production laitière. [...] Les producteurs se retrouvent seuls et démunis face à de gros groupes industriels, qui ont facile de faire pression sur les prix vu la quantité excédentaire de lait présente sur le marché [...] Les industriels parlent aujourd'hui de la contractualisation comme solution à ce problème. Ils oublient de dire que dans les projets de contrat, le producteur s'engage à fournir à la laiterie un volume précis sur une durée défini, mais que la laiterie, elle, ne s'engage aucunement sur un prix minimum. [...]

Demain, le grand défi sera de nourrir le monde. Beaucoup de multinationales l'ont compris et veulent, en nous fragilisant, rentrer dans nos fermes et en prendre possession. Notre objectif est que demain, ce défi soit relevé par les agriculteurs, et que nous ayons la place qui doit être la nôtre dans la filière lait, une place forte et non celle d'un vacher. [...]

Nous savons que le lait à 20 cents n'est pas plus viable pour vous que pour nous. [...] Nous ne pouvons croire que vous voulez à terme perdre votre indépendance et travailler au sein d'une ferme qui ne vous appartient plus. Nous voulons croire que vous aussi vous voulez pouvoir un jour s'ils le désirent remettre à vos enfants une exploitation viable. [...]

L'Union fait la force.

noncé que les petits producteurs n'avaient qu'à s'intégrer dans le capital des trusts (« *trouver des moyens de collaboration avec le reste de la chaîne d'approvisionnement alimentaire, stabilisant ainsi leurs revenus* »), ou de transformer leur ferme en attraction touristique (« *chercher des sources de revenus supplémentaires, telles que l'agritourisme* »)⁸. Face à ce puissant ennemi, il faudra nécessairement étendre la sensibilisation de l'opinion publique et des gouvernements à travers des actions médiatisées, par des initiatives qui essaient de gagner les travailleurs du secteur à la cause, des travailleurs qui, eux aussi, sont exploités par ces multinationales. Un seul jour d'arrêt de travail dans une grande laiterie pèserait beaucoup plus lourd que lui refuser le lait, dont elle ne veut de toute façon plus. Les organisations syndicales doivent se mobiliser de manière à ce que les travailleurs laitiers se joignent au mouvement pour réclamer que le gouvernement subventionne et régule la production de lait.

Enfin, n'oublions pas le sec-

teur de la grande distribution, qui est aussi un maillon de la chaîne. La Fédération des entreprises de distribution (Fedis) reconnaît « *les réelles difficultés que rencontrent les agriculteurs, et en particulier ceux qui sont à la tête de petites exploitations* », mais les actions de blocage des centrales sont « *irresponsables* » et « *engendrent de lourdes pertes* » !⁹ Elle veut bien « *payer quelques centimes de plus* »... aux laiteries mais c'est en recouvrant la différence sur les travailleurs qui se présentent à la caisse. Ici encore, il est important pour les petits producteurs de gagner les travailleurs de la distribution pour leur cause, sans rejeter le fardeau sur le dos du consommateur, qui est également un travailleur.

¹ Le Soir, 18/09/2009

² Le Soir, 22/09/2009

³ Site CBL

⁴ Site BDB

⁵ Le Soir, 26/09/2009

⁶ Site BDB

⁷ (réf.)

⁸ Le Soir, 26/09/2009

⁹ Le Soir, 30/09/2009

Soutien à la lutte des agriculteurs pour le maintien et le respect des quotas laitiers, pour un prix juste du lait !

Gestion rigoureuse par l'Etat de l'offre, régulée en fonction des besoins !

Imposition du respect des quotas !

Pour l'unité des petits producteurs avec les travailleurs des grandes laiteries et des supermarchés !

NON à l'interdiction dans les écoles.

Récemment, le Centre d'action laïque, par la voix de son président, Pierre Galand, s'est déclaré favorable à l'imposition par une loi, de son point de vue concernant la religion.¹ Il vise en particulier une certaine religion, l'islam, et certaines circonstances, l'enseignement dont le pouvoir organisateur n'est pas celui de la religion catholique. Pour accéder à cet enseignement, les femmes de religion islamique devraient renier leur appartenance religieuse et se découvrir la tête.



que ce soit précisément un secteur de travailleurs plus exploités encore que d'autres travailleurs par ce monde sans cœur, les immigrants, parmi lesquels la religion islamique est plus présente, qui fasse les frais de cette discrimination religieuse.

Nous sommes, bien sûr, contre l'obligation imposée par une « loi islamique » ou tout autre contrainte, du port du voile, que ce soit en Iran, en Afghanistan ou en Belgique. D'autre part, comme marxistes, nous sommes conscients du rôle de la religion pour imposer l'idéologie de la classe dominante. Mais nous respectons les croyances religieuses des travailleurs. Nous les respectons beaucoup plus que la bourgeoisie, qui ne parle de liberté religieuse que pour justifier qu'elle dépense l'argent de l'Etat (le nôtre) afin de payer la vie somptueuse des évêques, ou pour permettre à l'Eglise catholique d'avoir droit de décision en tant que « pouvoir organisateur » sur la moitié du réseau d'enseignement dans notre pays, ou encore pour donner au Cardinal-Archevêque une présence protocolaire sur les Présidents de la Chambre et du Sénat et sur le Premier Ministre.

Pour nous, comme pour Marx, « *La misère religieuse est, d'une part, l'expression de la misère réelle et, d'autre part, la protestation contre la misère réelle. La religion est le soupir de la créature opprimée, le cœur d'un monde sans cœur, ainsi que l'esprit d'une situation dépourvue d'esprit.* »² Et ce n'est pas par hasard

Parmi les voix qui s'élèvent contre le port du voile à l'école, il y a clairement une certaine tendance xénophobe. D'autre part, face à la possibilité de sortie de cette loi, des voix de l'islam se sont élevées et ont menacé de créer des écoles islamiques : des véritables ghettos.

Pour nous, il s'agit d'en finir avec cette *misère réelle*. Et cela se fera, entre autres, en offrant l'éducation de la meilleure qualité à tous - moyennant les budgets adéquats -, plutôt que par des exclusions. Cela se fera en combattant la réelle oppression de la femme, comme la discrimination salariale, le manque de crèches etc., oppression soutenue par la bourgeoisie qui, hypocritement ne voit l'oppression que dans l'apparition d'un foulard. Le combat contre cette oppression réelle fait partie de la lutte pour une autre société, la société socialiste, dans laquelle les travailleurs pourront finalement convaincre la plupart d'entre eux du rôle réel de la religion dans le monde.

¹ Le Soir, 18 sept. 2009

² Karl Marx, *Critique de "La philosophie du droit" de Hegel*, 1844 - le texte cité termine par « *La religion est l'opium du peuple* »

« Des mesures comme la parité sur les listes électorales ou autres réglementations similaires ne résolvent pas le problème de l'oppression de la femme dans notre société, elles ne le font qu'apparaître plus clairement. L'oppression de la femme n'exclut pas qu'il y ait aussi des femmes parmi les exploités. La réelle discrimination se situe au niveau de l'embauche et du manque de dispositions élémentaires pour socialiser les tâches de l'éducation des enfants, ainsi qu'au niveau des limitations imposées à la femme au droit de disposer de son corps.

Nous défendons le salaire égal pour un travail égal, les congés de maternité sans perte de salaire, l'interruption de carrière pour l'éducation des enfants avec rémunération de remplacement et sans incidence négative sur la pension, des garderies gratuites sur le lieu de travail.

Nous défendons l'accès libre et gratuit, intégré dans les prestations de la mutualité, à la contraception et l'avortement.

Nous dénonçons la prostitution comme un des fléaux du capitalisme. [...] Nous refusons toutefois de culpabiliser les victimes de ce "crime contre les relations de camaraderie et de solidarité" »

Programme de la LCT
www.lct-cwb.be / Qui sommes-nous



Courrier International

Nous publions ici la traduction du n°152 - septembre 2009 - de *Correo Internacional*, la publication mensuelle de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale. A voir sur www.litci.org

Afghanistan

Le Vietnam d'Obama ?

Le nouveau gouvernement de Barack Obama, élu sur un discours « démocratique et populaire », a fait de la guerre d'Afghanistan son cheval de bataille. Depuis la campagne électorale, Obama défend qu'en Afghanistan se mène « la principale bataille contre le terrorisme » et que là, contrairement à l'Iraq, les troupes américaines peuvent obtenir la victoire.

Après avoir assumé la présidence, Obama a intensifié l'effort de guerre en envoyant 30 000 soldats en plus dans ce pays. Il y a aujourd'hui 68 000 soldats américains et 32 000 d'autres pays de l'OTAN (100 000 en total). Toutefois, il semble de plus en plus que les Etats-Unis se sont mis dans un borbier, et dans la mesure où ils s'y enfoncent, ils ont davantage de problèmes pour en sortir.



Départ de troupes belges pour l'Afghanistan, en janvier 2009

Une « guerre juste » ?

Obama utilise les mêmes arguments qu'a utilisés Bush : il s'agirait d'une « guerre juste » contre « le terrorisme ». C'est lui qui a promis « de détruire, de désarticuler et de mettre en échec Al Qaeda

et ses alliés extrémistes », y compris les Talibans. Un autre argument pour justifier l'occupation militaire, que Bush avait aussi utilisé, serait la nécessité d'empêcher un nouveau régime réactionnaire et répressif des Talibans. On

met l'accent sur la répression contre les femmes, avec l'obligation d'utiliser la burka, l'interdiction de faire des études, etc.

Toutefois, huit années après l'invasion du pays, les faits montrent que ces arguments ne sont





tale, Kaboul, et même là, elles ne parviennent pas à éviter des attaques, comme l'attentat à la bombe face au quartier général de l'OTAN qui a tué à 7 personnes.

Toutefois, la situation militaire d'une guerre ne peut s'expliquer que par la situation politique dont elle est « la continuation par d'autres moyens ». C'est sur ce terrain que les problèmes de l'impérialisme sont les plus graves. Une comparaison avec la guerre d'Iraq, où les troupes étasuniennes se sont déjà retirées des villes et ont programmé leur sortie définitive pour 2011, montre que le panorama en Afghanistan est très difficile pour l'impérialisme américain.

En Iraq, les Etats-Unis ont laissé le contrôle de l'appareil étatique à la bourgeoisie chiite, le secteur majoritaire dans le pays, alliée aux Kurdes qui contrôlent la région Nord. Ces secteurs ont accepté de former un gouvernement fantoche manipulé par les Etats-Unis, un gouvernement qui a assumé la reconstruction de l'armée et de la police pour qu'ils puissent réprimer la résistance. Mais dans ce cas, le gouvernement fantoche s'est appuyé sur l'ancien appareil étatique, relativement moderne, construit avec l'argent du pétrole.

En Afghanistan, l'appareil étatique et l'infrastructure elle-même sont presque inexistantes, étant donné le retard du pays, les difficultés géographiques et presque trente ans de guerres permanentes, depuis l'invasion du pays par l'ancienne Union soviétique. Même l'armée afghane, la plus importante institution de tout Etat, n'est pas plus qu'un bricolage d'armées des « seigneurs de la guerre » qui contrôlent les principales ethnies du pays.

En Iraq, les Etats-Unis ont pu utiliser une partie des immenses ressources pétrolières du pays pour

que des prétextes. La situation a changé, oui, mais pour le pire. L'occupation a donné lieu à des bombardements constants qui touchent la population sans discrimination et ont déjà tué des dizaines de milliers de civils. Le régime politique, maintenant soi-disant « démocratique », est basé sur la corruption, la fraude électorale, la violence et, surtout, sur les troupes d'occupation. La situation arriérée du pays, qui donne lieu à la violence contre la femme, n'a pas changé et l'utilisation de la burka continue à être amplement diffusée.

Au-delà de ces prétextes, il est clair que le véritable motif de l'occupation militaire a été la nécessité pour les Etats-Unis de contrôler un pays clef pour toute la région parce qu'il se trouve entre l'Iran, les républiques de l'Asie centrale qui faisaient partie de l'ex-URSS et le Pakistan. Et cette guerre a aussi à voir avec le pétrole, puisqu'un de ses objectifs était de permettre la construction d'un oléoduc qui mènerait la production des pays de l'Asie centrale, à travers l'Afghanistan, directement aux ports pakistanais, sans dépendre du transport à travers la Russie. Il est de plus en plus difficile pour l'impérialisme de défendre qu'il s'agit d'une « guerre juste ». Mais le pire pour lui est sa situation sur le terrain militaire et politique.

Une situation militaire et politique qui s'aggrave

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Les troupes étasuniennes occupent l'Afghanistan depuis huit ans, une période presque 50 % plus longue que la participation du pays dans les deux Guerres mondiales. Toutefois, après toutes ces années, les Talibans (qui ont été chassés du gouvernement au moment de l'invasion en 2001) maintiennent une activité de guérilla permanente dans presque tout le pays.

Selon le centre d'études britannique *International Council on Security and Development* (cité par *O Estado de São Paulo*, 11/09/2009) les Talibans agissent dans 97 % du territoire. Dans 80 %, la présence d'insurgés serait permanente. Ce pourcentage s'accroît rapidement : selon la même étude, il est passé de 54 % en novembre 2007 à 72 % en 2008. Une carte réalisée par l'institut montre que presque la moitié du pays est sous le contrôle des Talibans ou sous la menace de leurs attaques. Ces derniers mois, les insurgés ont augmenté leurs attaques dans le Nord du pays, une région jusqu'alors considérée comme « pacifique ». Les pertes américaines et des pays de l'OTAN augmentent constamment et ont atteint leur nombre le plus élevé cette année. Les troupes d'occupation contrôlent seulement la région de la capi-

acheter les « services » de la bourgeoisie chiite et kurde. Ils sont même allés jusqu'à payer 60 millions de dollars par mois pour que les milices de l'insurrection sunnite puissent fonctionner sans attaquer les troupes impérialistes.

En Afghanistan, il n'y a pas de pétrole. L'opium, provenant des plantations de pavots, est le principal produit d'exportation, avec une valeur estimée à 5 milliards de dollars par an. Le pays produit 93 % de la matière première pour la fabrication d'héroïne dans le monde. Même si l'impérialisme utilise fréquemment les drogues comme une arme politique, dans ce cas il existe un grand risque. Contrairement aux sources productrices de pétrole, on ne peut pas contrôler les plantations de pavots, surtout dans les régions les plus conflictuelles. C'est pourquoi, l'argent de la drogue est une des principales sources de financement des Talibans. La province de Helmand, avec une forte présence des Talibans, produit 70 % de l'opium afghan.

En outre, le trafic de drogues s'infiltré directement dans l'appareil de l'Etat fantoche. Walid Karzai, le frère de l'actuel président, Hamid Karzai, est un des principaux trafiquants du pays. Sous cet aspect, la situation en Afghanistan

ressemble de plus en plus à celle du Vietnam dans les années 60 : les principaux trafiquants du pays, Nguyen Van Thieu et Can Ky, sont arrivés à être, respectivement, président et vice-président du gouvernement fantoche du Sud-Vietnam.

Un gouvernement fantoche très fragile

En résumé, le gouvernement de Karzai ne dispose pas d'un appareil étatique digne de ce nom. Il lui manque surtout une véritable armée nationale. La police s'enfonce dans l'incompétence et la corruption ; le trafic d'opium et d'héroïne touchent les principaux échelons du gouvernement. En un mot, il s'agit d'un gouvernement extrêmement fragile et incapable de contrôler le pays, ou même de subsister sans l'appui permanent des troupes étasuniennes.

Cette conclusion est devenue évidente lors des dernières élections présidentielles du 21 août. Le processus électoral a coûté 300 millions de dollars et beaucoup d'efforts pour ses organisateurs, mais le résultat a été une crise. On estime que seulement 40 % à 50 % des 15 600 000 électeurs habilités ont voté. Le résultat est très inférieur à celui de l'élection précédente (2004), quand la participation, selon les organisateurs, est arrivée à 70 %.

L'abstention électorale a montré la fragilité du gouvernement afghan et des « institutions » créées par l'impérialisme. Un seul exemple suffit : dans la ville et la province de Kandahar, dans le Sud du pays, sanctuaire des Talibans, l'abstention peut avoir atteint le taux incroyable de 95 % du million d'électeurs inscrits, selon des observateurs internationaux indépendants.

Le processus électoral a été marqué par les dénonciations de fraudes qui ont favorisé le président Karzai, lequel essaye de gagner au premier tour pour éviter la prolongation de la campagne électorale jusqu'au second retour, le 1er octobre. La conclusion est claire : les élections n'ont pratiquement pas servi au but impérialiste de créer l'image d'un « régime démocratique » et d'une situation plus stable, malgré la guerre.

Non seulement les élections, mais l'existence du régime lui-même se basent sur une farce. Un processus électoral qui a lieu dans un pays occupé militairement par des puissances impérialistes ne peut pas être démocratique. Les 100 000 soldats des Etats-Unis et de l'OTAN sont le véritable pouvoir en Afghanistan. Le gouvernement de Hamid Karzai n'est qu'une marionnette entre les mains des généraux américains, qui sont ceux qui dirigent de fait le pays. Il suffit de voir que la « sécurité » des villes et des lieux de vote a été garantie par les soldats occupants. Et toutes les dépenses d'organisation des élections ont été payées par les organismes qui sont derrière les troupes d'occupation. Comme si cela ne suffisait pas, une censure de presse a été décrétée dans les jours qui ont précédé l'élection, empêchant que la presse, les radios et les réseaux de TV divulguent des nouvelles d'attentats des Talibans, afin de « ne pas



alarmer la population ».

Les Etats-Unis se trouvent dans un « borbier »

L'impérialisme se trouve dans un véritable dilemme : s'il reste dans le pays, il risque de perdre de plus en plus d'hommes et d'énormes quantités d'argent, sans aucune perspective de stabiliser le pays. S'il s'en va, le plus probable est que les Talibans mettent en échec le gouvernement de Karzai en quelques semaines et retournent au pouvoir, ce qui serait inacceptable pour tout gouvernement américain.

Les problèmes de l'impérialisme ne se limitent pas à cela : le panorama dans la région peut s'aggraver. La guerre de l'Afghanistan s'est étendue au Pakistan, un pays de 172 millions d'habitants, dont l'Etat possède des armes nucléaires et dont la possible déstabilisation pourrait compromettre toute la région.

La « contamination » du Pakistan avec la guerre a eu lieu pour des motifs géographiques, sociaux

et politiques. Les deux pays partagent 2 400 kilomètres de frontière qui, en réalité, est le produit d'une division artificielle promue par l'impérialisme britannique. Elle est artificielle parce que le peuple pachtou, la plus grande ethnie de l'Afghanistan (40 % de la population du pays), est de la même ethnie que celle qui est présente au Pakistan, de l'autre côté de la frontière, dans plusieurs provinces et territoires. En outre, au Pakistan, il y a plus de deux millions de réfugiés afghans, qui se concentrent surtout autour de la ville de Peshawar.

Les insurgés talibans traversent la frontière, poreuse et très peu surveillée, et trouvent refuge dans le pays voisin. Ils étaient arrivés à contrôler une région, la Vallée de Swat, où ils ont implanté la loi musulmane de la charia, avec l'accord du gouvernement pakistanais. Récemment, ce gouvernement a rompu l'accord et a attaqué les Talibans et les a expulsés de la Vallée. Toutefois, cette offensive

de l'armée pakistanaise a donné lieu à plus d'un million de réfugiés pakistanais dans leur propre pays.

La guerre d'Afghanistan peut arriver à déstabiliser toute la région, parce que le pays a une position stratégique. Il est localisé entre le Moyen-Orient (la région qui possède les plus grandes réserves pétrolières du monde), l'Asie centrale (qui a aussi d'importantes réserves) et le sous-continent indien. En outre, les ethnies dans le pays sont les mêmes que ceux des pays frontaliers : les Pachous, 42 %, pour le Pakistan ; les Hazaras, 9 %, pour l'Iran ; les Tadjiks, 27 %, pour le Tadjikistan ; les Ouzbèques, 9 %, pour l'Ouzbékistan ; les Turkmènes, 3 %, pour le Turkménistan (les 10 % restant de la population étant formés par des groupes ethniques plus petits).

Conscient de ce danger, le gouvernement Obama essaye de sortir du « borbier » avec deux axes politiques. D'abord, il cherche à fortifier sa position militaire : il a envoyé 30 000 soldats en plus,



dont 4 000 pour la province de Helmand afin de combattre la présence des insurgés dans la région, une des plus conflictuelles de l'Afghanistan. Mais son véritable objectif est d'obtenir une issue à la guerre, négociée avec les Talibans. En ce sens, l'offensive militaire est subordonnée au second aspect de la politique : le renforcement militaire cherche à obtenir une position plus avantageuse dans la négociation.

Obama sait que le cours de cette guerre ne changera pas avec l'envoi de plus de troupes, sauf à une échelle inacceptable pour l'opinion publique américaine. Un ancien agent de la CIA affirme qu'il faudrait un million de soldats pour mettre en échec les Talibans et stabiliser le pays.

Même des secteurs conservateurs, comme le célèbre rédacteur en chef réactionnaire du *Washington Post*, George Will (auteur de l'article « Il faut savoir s'arrêter à temps »), commencent à se déclarer contre la continuité de l'intervention des Etats-Unis en Afghanistan.

Obama doit supporter les problèmes issus non seulement de la politique d'intervention militaire de George W. Bush, mais aussi d'autres initiatives impérialistes. Par exemple, l'impérialisme a aidé à créer les Talibans eux-mêmes, à travers l'ISI, le service de sécurité du Pakistan. Plus tard, ce mouvement, conçu pour être un instrument soumis, s'est retourné contre

l'impérialisme.

Une des ironies de cette guerre est que le mouvement réactionnaire des Talibans (qui réprime les femmes, les travailleurs et la population en général) combat actuellement contre l'impérialisme, les armes à la main. Cette contradiction n'est pas accidentelle : la politique systématique de recolonisation des pays périphériques et l'attaque militaire brutale lancée par le gouvernement Bush ont eu comme résultat qu'une force qui avait été promue par l'impérialisme, lui fait face finalement.

Tous ces éléments indiquent que la politique d'Obama n'a pas comme stratégie d'obtenir une victoire militaire, quelque chose qui, en outre, est impossible. Son véritable objectif apparaît dans les déclarations de son envoyé spécial pour la région : « Il est possible de négocier avec les Talibans dans le but d'obtenir un type d'accord qui stabilise le pays ».

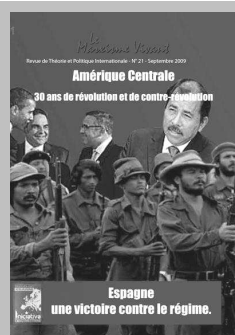
La défaite de l'impérialisme sera un triomphe des exploités

Le destin de la guerre de l'Afghanistan intéresse tous les travailleurs et tous les peuples exploités du monde. Une défaite de l'impérialisme américain peut signifier un coup énorme contre l'opresseur. Il faut combattre pour que cette guerre finisse par être « le Vietnam de Barack Obama ». Pour cette raison, la LIT appelle toutes les organisations populaires et démocratiques du monde à dénoncer l'occupation militaire de l'Afg-

hanistan et à exiger le retrait des troupes d'invasion. Nous appelons, en particulier, les travailleurs des pays impérialistes qui maintiennent des troupes d'occupation dans le pays, comme l'Angleterre, l'Allemagne et l'Espagne, à se mobiliser pour exiger de leurs gouvernements le retrait immédiat de leurs soldats.

Nous ne sommes pas neutres dans la guerre menée en Afghanistan. Nous sommes du côté des opprimés agressés par l'invasion et l'occupation impérialiste. Le peuple afghan combat pour expulser les troupes impérialistes d'occupation et obtenir la véritable indépendance nationale du pays. Pour cette raison, sans que ceci signifie donner aucun type d'appui politique aux positions des Talibans, la LIT déclare son appui aux actions militaires de la résistance. La lutte de guérilla qui fait face à l'impérialisme, même si elle est dirigée par une organisation bourgeoise réactionnaire, est un des facteurs fondamentaux pour les pertes et l'usure des troupes des occupants, pour la croissante chute de popularité du gouvernement Obama et pour la crise de l'occupation militaire. Cette lutte militaire de résistance, avec les mobilisations et la pression de l'opinion publique, surtout des pays impérialistes, est celle qui peut infliger une défaite à l'impérialisme.

Secrétariat International - LIT-QI
le 15 septembre 2009



Le Marxisme Vivant

est la revue de théorie et politique de la LIT-QI.

Vous trouverez entre autres dans le dernier numéro :

Honduras : A bas le putsch !

Amérique latine : après 30 ans de révolutions et de contre-révolutions

Gaza et les élections confirment la nature raciste et génocidaire d'Israël

Le rôle mondial de l'impérialisme américain

La grève britannique de Lindsey Oil : grève xénophobe ou grève exemplaire

Un autre aspect du dilemme de l'humanité : socialisme ou catastrophe environnementale

Il y a vingt ans, la chute du Mur de Berlin

Une grande victoire du peuple allemand : la réunification

Dans la nuit du 9 au 10 novembre 1989, le poste de contrôle de la Porte de Brandebourg¹ s'ouvre et la population peut passer librement, pour la première fois depuis 28 ans, d'un côté à l'autre de la frontière qui maintenait les Allemands de Berlin-Est séparés de leurs concitoyens de l'Ouest. C'est la chute du Mur de Berlin et du Rideau de fer : la réunification. C'est la fin d'une dictature impitoyable sous la domination de Honecker : deux grandes victoires du peuple allemand. C'est aussi la fin d'une conquête historique : après trente ans d'existence d'un Etat ouvrier, le peuple s'est vu imposer la restauration du capitalisme.

La division criminelle de l'Allemagne

Après la victoire sur le nazisme, en 1945, l'Allemagne fut divisée en « zones d'occupation » par les puissances victorieuses, chacune occupant le territoire conquis par ses troupes. Mais si les secteurs occupés par les Etats-Unis, la Grande Bretagne et la France ont assez vite été unifiés, Staline voulait absolument créer un nouvel Etat dans la zone soviétique. Il a su imposer la création de la République Démocratique Allemande (RDA) en octobre 1949, consolidant de ce fait la division de l'Allemagne en deux entités : la République Fédérale Allemande (RFA) à l'ouest et la RDA à l'est. La capitale Berlin, qui se trouvait dans le secteur soviétique, restait aussi divisée en deux zones, Berlin-Ouest devenant ainsi une enclave contrôlée par les puissances occidentales, à l'intérieur de la zone occupée par l'Armée rouge.

Le partage de l'Europe, concocté par Staline (URSS), Churchill (Royaume Uni) et Roosevelt (Etats-Unis) à Yalta en février 1945, coupait l'Allemagne en deux. La logique infernale de la division du prolétariat allemand mène alors à la construction d'un « rideau de fer », une barrière de fils barbelés tout au long de la frontière, pour en arriver finalement en 1961 à un mur qui sépare les deux zones de Berlin.

L'arrivée au pouvoir en RDA de Honecker en 1971 donne lieu à une lutte farouche, de la part de la bureaucratie de ce pays et du Kremlin, pour consolider l'Etat indépendant de la RDA. Si l'hymne national de la RDA parlait encore de « *Deutschland einig Vaterland* » (Allemagne, unique



Churchill, Roosevelt et Staline à Yalta

patrie), sous Honecker on ne le chante plus. Et si avant 1974 la RDA était encore « *un Etat socialiste de la Nation allemande* », à partir de cette date, une nouvelle Constitution en fait « *un Etat socialiste des travailleurs et des paysans* ». En 1975, la RDA entre à l'ONU comme Etat indépendant.

En 1980, Moreno écrivait que « *Rien ne démontre mieux le caractère ultra-réactionnaire de l'impérialisme et de la bureaucratie soviétique que la séparation de l'Allemagne et la division conséquente de son prolétariat. Le véritable objectif du front unique contre-révolutionnaire impérialisme-bureaucratie en Allemagne a été de diviser le prolétariat, pour éviter qu'il reprenne sa tradition historique qui en faisait le plus organisé du monde, avec la tradition marxiste la plus développée.* »²

Wir sind das Volk - Nous sommes le peuple

A partir du lundi 4 septembre 1989, des mobilisations contre le régime de Honecker et la dictature du parti unique, le Parti socialiste unifié d'Allemagne (SED), ont lieu toutes les semaines à Leipzig. Ces *Montagsdemo* (manifestations du lundi) se multiplient aussi dans d'autres villes.

L'Etat ouvrier de l'Allemagne de l'Est

Pendant des années, dans la gauche radicale, la division de l'Allemagne a été saluée comme une victoire, parce qu'elle avait donné naissance à un Etat ouvrier.

Dans un premier temps, le Kremlin ne voulait pas exproprier la bourgeoisie en RDA. Mais quand la RFA est entrée dans l'alliance militaire de l'Ouest, au début de 1952, le besoin d'utiliser plus intensément le potentiel économique de la RDA pour ses efforts d'armement a mené finalement Staline, un an avant sa mort, à y exproprier la bourgeoisie. Cette constitution de l'Etat ouvrier, même s'il est bureaucratique dès son origine, constitue bel et bien **une conquête du peuple allemand**, une conquête que la LIT a toujours défendue, en exigeant toutefois le départ de l'Armée rouge et la lutte incessante contre le régime.⁸

A peine un an après la création de la RDA, en juin 1953, le prolétariat commence à réagir contre ce régime bureaucratique avec un soulèvement à Berlin-Est. Le rassemblement d'un million de manifestants est durement réprimé, avec un bilan de 55 morts et des milliers de prisonniers. C'est le début de la révolution contre la bureaucratie du Kremlin, qui ne sera finalement victorieuse que 35 ans plus tard, la réunification à la clef. Elle payera aussi un lourd tribut : la restauration du capitalisme.

Le mot d'ordre est l'exigence de démocratie : « A bas les privilèges. Nous sommes le peuple ».



Montagsdemo - Leipzig 23 octobre 1989

moi, la RDA peut continuer à exister en tant qu'entité indépendante au sein de l'Europe. Nous sommes un pays socialiste et nous voulons le rester. Naturellement des réformes et des changements sont nécessaires, mais la réunification allemande n'est pas à l'ordre du jour. »⁴

Wir sind ein Volk - Nous sommes un peuple

Le peuple allemand s'est toutefois engouffré dans la brèche ouverte par Gorbatchev. Le samedi 7, 20 000 manifestants font face à la police à Leipzig, et le lendemain, 30 000 à Dresde et 3 000 à Berlin sous les yeux de Gorbi. La *Montagsdemo* du lundi 9 réunit 70 000 personnes à Berlin, et cette fois la police commence à fraterniser avec les manifestants. Le lundi 16, ils sont 150 000 dans les rues de Leipzig, le tiers de la population. Le samedi 4 novembre, ils sont un million sur la Alexanderplatz à Berlin-Est, pour exiger des élections libres, la liberté de la

Le lundi 2 octobre, les manifestants sont 15 000 dans les rues de Berlin-Est, chantant l'Internationale. Ils exigent aussi la légalisation de *Neues Forum*, une organisation à la tête des luttes créée en septembre sous le giron de l'Eglise protestante et qui avait été mise hors la loi immédiatement par le régime. Les masses exigeaient non seulement « un pays démocratique » mais aussi un pays « réellement socialiste ».³ Le mercredi 4 octobre, 5 000 manifestants font face à la police à Dresde, et se rendent compte tout à coup que « nous n'avons plus peur ».

Une direction qui freine

Le vendredi 6, le régime fête le 40^{ème} anniversaire de la constitution de la RDA et Gorbatchev s'est fait inviter pour l'occasion. En juin 1989, Honecker avait encore pu applaudir la répression contre le soulèvement de Tian'anmen à Pékin et continuait à défendre farouchement son régime contre le « capitalisme » de l'autre côté du Mur. Mais en URSS, la bureaucratie avait déjà choisi - comme voie ultime pour défendre ses privilèges - de servir d'agent de l'impérialisme afin de mettre un terme à l'Etat ouvrier et restaurer le capitalisme.

Gorbatchev profite de l'occasion pour donner à Honecker son « C4 » en lui laissant entendre que les

temps ont changé. Il lui fait publiquement cette déclaration devenue historique : « *Wer zu spät kommt, den bestraft das Leben* » (Celui qui arrive trop tard, est puni par les forces de la vie). Honecker était devenu un obstacle à la restauration du capitalisme. Après 17 ans comme secrétaire général du SED, il est expulsé du parti et mis en prison.



Gorbatchev et Honecker - 6/10/1989
Le baiser de Judas

Gorbatchev ne veut toutefois pas d'une réunification du prolétariat allemand, il a peur d'une vraie révolution et il appelle au calme. Et *Neues Forum* lui emboîte le pas. Un de ses dirigeants déclare au New York Times : « Nous n'avons pas peur de dire aux gens qu'ils doivent se calmer » et l'évêque de Saxe y ajoute « Nous ne dirigeons pas tout. Nous essayons d'éviter les excès et la violence et de construire des ponts entre ceux qui protestent et les autorités. »³ Un autre dirigeant de *Neues Forum* déclare à la BBC : « Selon

Qui est le héros de la réunification ?

La bourgeoisie célèbre aujourd'hui avec faste la réunification. A l'époque déjà, Willy Brandt (ex-chancelier de la RFA et ex-président du SPD) était considéré comme le « héros » de l'unité retrouvée. Mais voici ce qu'il disait moins de deux mois avant la chute du Mur, dans une interview du *Monde* du 14 septembre 1989 : « La réunification est un concept qui me plaît de moins en moins, parce que cela veut dire qu'il pourrait s'agir d'un retour au royaume bismarckien, ce qui n'arrivera jamais. Il y a toutefois une question pour laquelle je n'ai pas de réponse. Que se passera-t-il en RDA si les dirigeants de ce pays persistent dans leur immobilisme ? Vous vous imaginez qu'un jour, dans les rues de Leipzig, de Dresde ou de Berlin-Est il n'y ait pas comme aujourd'hui quelques centaines mais des centaines de milliers exigeant la réunification ? »

Aucun doute, le vrai héros est bien le peuple allemand.



Berlin - la nuit du 9 au 10 novembre 1989

presse, d'opinion, de réunion et de voyage. Et au cri « *Nous sommes le peuple* » s'ajoute « *Nous sommes un peuple* ».

La bourgeoisie allemande, autant que le Kremlin, est bien décidée à restaurer le capitalisme en RDA. Et si en 1955, le premier chancelier de la RFA, Adenauer, songeait encore à la réunification, en 1989, tous sont d'accord pour maintenir l'Etat de la RDA séparé de la RFA. La RDA devait rester un « pays de l'Est », comme la Pologne ou la Hongrie. Les masses imposent toutefois la réunification, contre la bourgeoisie, contre le Kremlin, et contre la direction de Neues Forum.

La nuit du 9 au 10 novembre 1989, le régime cède et décrète l'ouverture du passage hautement symbolique de la Porte de Brandebourg à Berlin. Le Mur est tombé, ou plutôt est renversé, par le peuple allemand. Et le 1^{er} décembre, le régime de parti unique (du SED) est officiellement aboli.

L'annexion

Au début de 1990, le chancelier de la RFA, Helmut Kohl, abandonne l'idée d'une confédération des deux Etats. Par la suite il doit faire une grande concession économique : le « Ostmark », le Deutsche Mark de la RDA, est déclaré équivalent au DM

de la RFA, alors qu'avant, il n'en valait que la moitié.

La bourgeoisie accepte l'unification, tout en essayant de sauver les meubles. En 1949, l'article 146 de la Constitution de la RFA avait laissé une porte ouverte, prévoyant que cette Constitution devait se renouveler en cas d'unification. Mais la bourgeoisie met en avant l'article 23 de cette même Constitution, qui avait laissé la possibilité « d'adhésion d'autres parties allemandes ». L'accord est signé le 23 septembre 1990, juste avant la dénonciation officielle du Pacte de Varsovie. L'unification entre en vigueur le 3 octobre 1990. C'est cette date de l'annexion de la RDA par la RFA qui restera la date officielle et la fête nationale de la réunification. Pour nous, la date clef est bien celle du 10 novembre 1989, jour de la Chute du Mur de Berlin.

Cette annexion est progressivement et soigneusement préparée. Et il fallait d'abord organiser la restauration du capitalisme dans l'Etat à annexer. Le 1^{er} juin 1990, la Banque Centrale de la RFA *absorbe* celle de la RDA. Les biens des entreprises en Allemagne de l'Est - jusqu'alors propriété de l'Etat - passent à la *Treuhand Anstalt*. Cette institution financière se charge de les gérer en attendant de les vendre à des capitalistes allemands, qui les achèteront

avec des subsides. Dans beaucoup de cas, ces derniers les ferment et destinent les terrains à la spéculation immobilière.

Le peuple allemand avait obtenu deux grandes victoires : la fin du régime dictatorial de Honecker et la réunification. Mais, tout comme en URSS, il n'avait pas pu se préparer pour résister à la restauration du capitalisme. C'est une victoire de l'impérialisme, rendue possible par l'ultime trahison de la bureaucratie de l'Etat ouvrier en URSS et des forces réactionnaires de l'Eglise en RDA.

La lutte continue

La population des « Neue Länder » était au début pleine d'illusions quant aux bontés du capitalisme. Avec les libertés démocratiques, les gens croyaient aussi avoir à portée de main tous ces biens de consommation que leurs frères de l'autre côté du rideau de fer pouvaient s'acheter. Tandis qu'auparavant, il y avait une sécurité d'emploi, ils ont découvert ce que voulait dire le chômage. L'emploi était maintenant réparti parcimonieusement par les capitalistes de l'Ouest, qui d'ailleurs offraient des postes en premier lieu aux anciens « dirigeants » du régime haï.

Les premières années après l'uni-

EKO-Stahl est une entreprise métallurgique située près de la frontière polonaise, dans une région où il n'y a ni mines de charbon ni mines de fer. Elle a été créée de toutes pièces par Staline : « *Du minerais soviétique et du charbon polonais se fabriquent l'acier allemand de la paix.* » Cette usine avec 12 000 travailleurs en 1989, que ni Krupp ne voulait acheter, en dépit des subsides, était un candidat évident pour la fermeture lors de la crise de l'acier en 1993. Mais les travailleurs ont obtenu que la *Treuhand Anstalt* y investisse encore en achetant pour 750 millions de DM un laminoir à chaud qui lui manquait !

fication ont eu lieu des grèves très importantes dans l'ancienne RDA contre le démantèlement complet des anciennes entreprises de l'Etat. Certaines d'entre elles ont d'ailleurs été victorieuses !

A l'automne 2004, un vaste mouvement de protestation s'est développé contre les plans de réformes des lois du travail du gouvernement Schröder (SPD-Verts), et plus spécifiquement contre la quatrième « loi Hartz »⁵ qui réduit drastiquement les indemnités de chômage. Le prolétariat allemand a alors réédité ces « Montagsdemo » de 1989, d'abord à Leipzig, puis avec des manifestations de 150 000 à 200 000 personnes dans 230 villes.⁶

La discrimination persiste toutefois entre les travailleurs des deux côtés de l'ancienne frontière, entre « Ossies » et « Wessies ». En 1990, le salaire moyen en ex-RDA représentait 62,2 % de son équivalent en RFA. On promettait alors une mise à niveau à 100% pour 1995. Ce n'est toujours pas le cas aujourd'hui. Si en

1997, la proportion atteignait 82,8 %, actuellement un Ossie gagne en moyenne seulement 79,6 % de ce que gagne un Wessie.⁷

Le 3 octobre, les Allemands n'ont rien à fêter, mais le 9 novembre restera pour toujours dans leur mémoire.

¹ Ce monument historique, avec une importance comparable à la Tour Eiffel à Paris, était le poste de passage principal entre les deux secteurs de Berlin.

² N. Moreno, Actualisation du Programme de transition - 1980, thèse 30

³ Correo Internacional N°43, novembre 1989

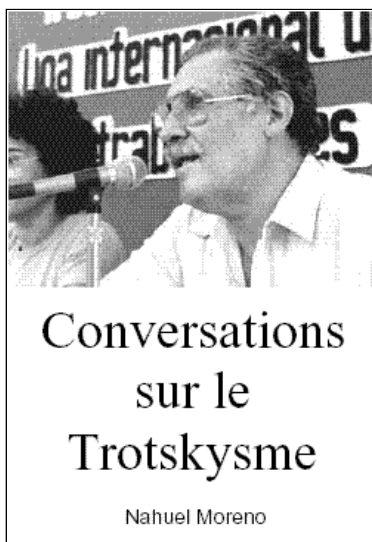
⁴ Cité Alternative Socialiste octobre 2009

⁵ Peter Hartz était directeur des « ressources humaines » chez Volkswagen qui, en juillet 2005, a dû démissionner à la suite d'une affaire de corruption.

⁶ C'est afin de ramener ce vaste mouvement sur le terrain de la démocratie bourgeoise des élections qu'a été créé « Die Linke », qui vient d'obtenir un succès électoral important. Voir PI n°57 – avril 2008

⁷ Der Spiegel 27.08.2009 - « Ost und West driften wieder auseinander » (L'Ouest et l'Est s'éloignent de nouveau)

⁸ N. Moreno, Moreno, El marco histórico de la revolución húngara, 1957



En 1986, trois ans avant la chute du Mur de Berlin, Nahuel Moreno, le principal dirigeant et fondateur de la LIT-QI, a eu un série de conversations avec de jeunes militants, éditées par la suite dans un livre (que vous pouvez consulter aussi sur notre site www.lct-cwb.be, dans la rubrique *Théorie*).

Voici un extrait concernant l'Etat ouvrier révolutionnaire.

Question : Supposons, concrètement, que notre parti prenne le pouvoir : comment l'Etat serait-il ? Quelles seraient ses principales différences avec les Etats dirigés par la bureaucratie ?

La première de toutes, c'est que nous refusons de dire que notre parti prend le pouvoir ; c'est une affirmation dangereuse. Si une armée de guérilla ou un parti ouvrier opportuniste dirige une révolution et prend le pouvoir, nous pouvons soutenir ce processus très progressiste, mais du point de vu programmatique, nous sommes contre le fait que cette armée ou ce parti ouvrier prenne le pouvoir en tant qu'organisation.

Notre programme revendique la prise du pouvoir par la classe ouvrière à travers ses organisations, auxquelles doivent participer tous les partis de classe, et dans ces organisations nous essayons d'obtenir la majorité pour les diriger. C'est là notre première grande divergence avec la bureaucratie.

La seconde, qui en découle, c'est que nous ne voulons pas construire un Etat totalitaire, absolument contrôlé par notre parti, mais tout le contraire. Nous voulons remplacer le parlement bourgeois par des organismes beaucoup plus démocratiques, comme peuvent l'être les syndicats, les comités d'usines, les soviets, les organisations que la classe ouvrière crée. Nous encouragerons aussi la création d'organismes comme les coopératives, les organisations de quartier, etc., où règne une démocratie permanente. [...]

Défendre les militants syndicaux !

IAC-FIAT

Les travailleurs de IAC-FIAT sont en lutte contre le licenciement de 24 travailleurs, dont 12 délégués syndicaux, et au-delà de cette exigence, pour défendre le droit de grève. Depuis le 15 juin, l'après-vente sur le site de Meiser est à l'arrêt. Le patronat répond en les traînant devant les tribunaux et réclame la levée de la protection de ces 12 délégués.

Le 20 juillet, dans les dossiers pour « faute grave » de trois travailleurs protégés de IAC, G. Fasoli (SETCa), B. Aglietti (CSC) et E. Agostini (FGTB), les syndicats avaient obtenu gain de cause pour les deux premiers

mais la condamnation pour « faute grave » avait été retenue pour E. Agostini. Les syndicats avaient alors été en appel pour ce dernier et le patronat pour les deux autres. Le 1er octobre a eu lieu une audience devant la Cour du Travail de Bruxelles (en face du Palais de Justice) concernant ces trois dossiers.

Le prononcé est prévu pour le mois de novembre.

Devant ces attaques, il n'y a pas d'autre alternative que l'unité la plus large des travailleurs dans la mobilisation, afin de défendre ces délégués combattifs qui ont pris des risques dans l'intérêt collectif. .

Solidarité avec les travailleurs d'IAC et les délégués menacés !

Défense des droits syndicaux, du droit de grève et de la protection des délégués !

Unifions les luttes !

Colombie

Menaces de mort

Le Syndicat des Travailleurs de Tubos del Caribe Ltda. (SINTRATUCAR) dénonce dans un communiqué que le 31 août 2009, le président de l'organisation syndicale et sa famille ont reçu des menaces de mort. Durant les 20 dernières années, 5.000 dirigeants et militants syndicaux ont été assassinés en Colombie.

Des patrons avaient porté atteinte au droit de syndicalisation et un chef de sécurité avait attaqué des travailleurs à l'occasion d'une activité syndicale. SINTRATUCAR, fondé le 15 mars 2009, avait alors introduit des requêtes en justice. Après les menaces, le syndicat a fait le lien avec ces initiatives et a prévenu les patrons que cela « mettrait en cause directement l'entreprise, par le biais de ses fonctionnaires ». Il demanda « la convocation immédiate d'une Assemblée Générale avec la participation de tous les travailleurs, dans le but d'examiner cette situation très grave en présence des organismes de droits humains, la municipalité et de l'Office National des Plaintes ».

SINTRATUCAR « appelle toutes les organisations syndicales, sociales et populaires à se prononcer en exigeant des patrons de Tenaris Tubos del Caribe Ltda. et du gouvernement national d'offrir aux dirigeants de Sintratucar toutes les garanties pour l'exercice de leur activité syndicale ». Vous pouvez vous joindre à cette campagne internationale en exigeant des garanties pour la vie des syndicalistes à :

Álvaro Uribe Vélez, Président de la Colombie (auribe@presidencia.gov.co)

Fabio Valencia Cosío, Ministre de l'Intérieur et de la Justice (ministro@minjusticia.gov.co)

Wolmar Antonio Pérez, Office National des Plaintes, (defensoria@defensoria.org.co)

Merci d'envoyer une copie à SINTRATUCAR (sintratucar@gmail.com)

Venezuela

Les patrons en campagne syndicale

Les élections syndicales de la Fédération Unitaire des Travailleurs du Pétrole de Venezuela (FUTPV) ont été reportées pour la huitième fois, cette fois du 16 septembre au 30 septembre 2009.

L'opposition syndicale, le Courant Classiste Unitaire Révolutionnaire et Autonome - secteur pétrolier (Ccura-Petróleo), y voit l'ingérence des patrons de la compagnie pétrolière PDVSA et dénonce :

« Ils oublient qu'ils sont patrons ! Où a-t-on vu cela, que des gérants mènent une campagne syndicale ? Les travailleurs continuent à être soumis obligatoirement à des conférences syndicales marathoniennes dictées par des gérants qui ne se privent pas d'intimidations et dont le but est de promouvoir les candidats de la Vanguardia Obrera Socialista (V.O.S.) au nom du socialisme. [...] S'ils sont

vraiment si « socialistes », pourquoi alors ne respectent-ils pas le Contrat Collectif de Travail, et pourquoi ne permettent-ils pas l'organisation des travailleurs ? Sont-ils donc allergiques à des choses telles que « Pouvoir populaire, instances de contrôle des travailleurs, contrôle ouvrier » ? [...] Voici les dépenses occasionnées à l'Etat pour le financement et le sponsoring de la campagne électorale de V.O.S. à l'échelle nationale, sur le compte de la rente pétrolière produite par nous, les travailleurs, et administrée par les "soi-disant gérants socialistes". [...] Environ 2 millions de Bsf [650 000 EUR] dilapidés en campagne de la V.O.S. ».

¹ Ccura attribue cette ingérence à « des gens qui résistent aux changements et aux orientations de notre président [Chavez] et ne font que ce qui les arrange. ».